

# **NON!**

**REPÈRES POUR LE SOCIALISME**

## **LE TRAVAIL salarial et pouvoir**

---

### **Pour une autre télévision**

M 2491 - 11 - 35 F

# **11**

**BIMESTRIEL JANV-FEV. 1982 - 35 F**

# NON ! Repères pour le Socialisme

## LE TRAVAIL : salariat et pouvoir

No : 11 BIMESTRIEL JANV-FEV. 1982 - M 2 4 9 1 - 1 1

### Comité de Rédaction

Gérard Althabe, Daniel Bachet, Claude Beuzelin, Thierry Bondoux, Bernard Cassen, Jean-Pierre Chevènement, Gérard Compain, Régis Debray, Bruno Délaye, Marc Ferro, Jean-Pierre Garnier, Bruno Gazeau, Maurice Godelier, Denis Goldschmidt, Pierre Guidoni, Sylvain Hercberg, Alain Joxe, Dominique Lecourt, Thierry Le Roy, Armand Mattelart, Philip Maulion, Didier Motchane, René Victor Pilhes, Nicole Questiaux, Pierre Rolle, Jacques Sandeau, Annie Solo.

**Secrétariat de rédaction** : Marie-Rosé Magnin, Françoise Perchenet-Coureuil.

**Directeur de la Publication** : Didier Motchane.

Editions : Jacques Mandrin 13, Bd Saint-Martin, 75003 PARIS

### Sommaire :

#### **LE TRAVAIL : salariat et pouvoir**

- 6 - Présentation, **Pierre ROLLE**
- 8 - Salaire social et reproduction de la force de travail, **Jacques GUERIN**
- 15 - La qualification en question, **Mireille DADOY**
- 29 - Le travail dans la transition, **Pierre ROLLE**
- 43 - Donneurs de temps de tous les pays... **François de LAGAUSIE**
- 68 - Une mauvaise santé, **Claude BROUSSOULOUX**
- 69 - Travail salarié et socialisation (1<sup>re</sup> partie), Bruno **LAUTIER**
- 88 - Esquisse d'une proposition de loi

*Ci-après le quatrième article de cette revue, rédigé par F. de Lagausie.*

## François de LAGAUSIE

### Donneurs de temps de tous les pays...

La théorie de la valeur est traditionnellement la théorie des prix, le mot étant pris dans un sens large : le prix de la marchandise ou du service mais aussi celui du travail avec le salaire, de la terre avec la rente foncière, du capital avec le profit ou le taux d'intérêt. Pour les marxistes, la théorie de la valeur est aussi et surtout la théorie de l'exploitation et de la croissance. Elle met en lumière l'infrastructure de la lutte des classes et du matérialisme historique. Expliquant le fonctionnement de la société capitaliste, elle donne, par opposition, les bases du projet de société socialiste. Elle joue ainsi un rôle essentiel dans les choix politiques.

La théorie de la valeur est une pièce maîtresse de l'idéologie et les théoriciens, parfois sans qu'ils en aient la volonté, ont été enrôlés dans la lutte des classes, tenant en main le drapeau d'un parti. La discussion n'en a pas été facilitée et il est habituel de s'exprimer sur ce sujet avec véhémence et en prenant les adversaires pour des imbéciles ou pire. Si l'on ajoute qu'aucune conclusion qui fasse l'unanimité n'a pu être dégagée, on comprendra que ce chapitre pourtant fondamental de l'Economie n'ait pas bonne réputation. Rares sont les chercheurs qui s'y intéressent et c'est pour exciter leur esprit que je propose ici les grandes lignes d'une réflexion déjà ancienne et solitaire.

Il n'y a aucune théorie de la valeur qui en saisisse la totalité et les difficultés rencontrées dans leur développement tiennent au fait qu'elles ne s'intéressent qu'à une partie de la réalité tout en voulant expliquer l'ensemble. Les marxistes, avec un peu d'imagination, ont les moyens d'articuler ces différentes analyses partielles en un tout cohérent. La valeur économique met en relation des phénomènes matériels, sociaux et idéologiques. Il y a longtemps que le matérialisme historique propose de distinguer l'infrastructure de la superstructure. Il suffit d'ajouter entre les deux la structure sociale pour avoir trois niveaux d'analyse pertinents.

L'erreur a été de mélanger les niveaux. Par exemple, l'emploi pendant des siècles des métaux précieux a créé une confusion tenace entre marchandise et monnaie, entre un produit du travail et un instrument comptable. Il

est nécessaire de prendre conscience que le temps du troc est passé et que nous n'échangeons plus des « saumons contre des daims » ou du « fer contre du blé ». Nous payons par chèque ce qui est très différent.

Nous nous efforcerons, dans une première partie, de mettre en évidence les distinctions nécessaires entre mouvements matériels, relations sociales et idéologie de la valeur. Cette remise en ordre faite, il sera possible d'en vérifier l'unité par quelques observations sur deux problèmes d'actualité : *le socialisme et les nationalisations*, l'inflation. ( 1 )

(1) Pour une discussion approfondie je renvoie à un ouvrage publié par Anthropos en 1978 : F. de Lagausie : « *Les échanges inégaux de temps de travail et l'inflation* » ; le sous-titre « *Marxisme et recherche théorique en Economie* » ayant été oublié par l'éditeur.

## L'infrastructure.

Le travail a été décrit comme une relation de l'homme à la matière : le mineur avec le charbon, le forgeron avec le fer, le laboureur avec la terre. C'est une vision bien insuffisante quand la moitié de la population active est occupée dans les services : employé de bureau, syndicaliste, médecin, vendeuse, fonctionnaire, etc. Ici la transformation de la matière est tout à fait accessoire, voire nulle.

Marx prenait pour point de départ de son analyse la marchandise. « La richesse des sociétés... immense accumulation de marchandises » (premières lignes du *Capital*) ». C'est une porte bien étroite pour pénétrer dans l'ensemble des relations économiques et il est bien difficile ensuite de l'élargir pour y faire passer les services. Dire que le service est une « marchandise » est une extension abusive et stérilisante. Il vaut beaucoup mieux faire l'inverse, partir du service et vérifier que la description se développe alors sans difficulté.

Prenons l'exemple de l'employée du bureau de la gare à qui l'on demande les horaires d'un train convenable pour effectuer un voyage. Elle produit de l'information. Son travail n'est pas rapport à la matière mais rapport entre les hommes : un producteur et un consommateur. Production et consommation sont simultanées.

Si nous cherchons ce qui appartient à l'infrastructure matérielle dans ce que cette relation économique a de général nous ne trouvons qu'une seule chose, la durée du service. Nous découvrons immédiatement le temps de travail, le temps pendant lequel on n'est pas libre, le temps pendant lequel on est au service des autres. Chaque demandeur de renseignement a l'employé à son service pendant quelques minutes. Mais la situation de l'ouvrier qui crée une marchandise n'est pas différente sinon qu'il fait partie d'une entreprise au service des acheteurs de sa production. Que l'entreprise soit capitaliste ou socialiste ne fait pas disparaître le rapport entre producteur et utilisateur de la production avec un temps de travail au service de ce dernier. Depuis que dans la Préhistoire est apparu un producteur spécialisé, il a mis son temps de travail au service des autres membres de sa société. Le développement de l'industrie a multiplié les entreprises intermédiaires, mais une complexité plus grande ne modifie pas le principe de la division du travail et de la consommation.

Le concept de service est beaucoup plus général que celui de marchandise ou de bien économique. Il est aussi plus éclairant. Non seulement il nous amène sans détour abstrait au temps de travail mais, de plus, il montre que l'important n'est pas le temps (incalculable) de travail qui a été nécessaire à produire la marchandise que nous consommons actuellement ; par exemple, le travail de ceux qui ont planté il y a un siècle ou deux les chênes dont on a fait les planches de l'armoire achetée aujourd'hui. L'important est le temps actuellement à notre service, temps nécessaire à maintenir le flux de produits que nous consommons. La production est un ensemble de temps de travail ajoutés simultanément avec pour finalité un flux de consommation.

Dire que des temps de travail sont à notre service pose immédiatement la question de l'inégalité : je donne 8 heures de travail à la société, combien en met-elle à mon service ? Le rapport entre le temps donné et le temps reçu définit les termes d'un échange inégal. Marx fait de longs raisonnements pour démontrer l'existence d'une exploitation. Il est plus simple de la calculer. On trouve, on prouve (Marx le supposait), que l'ouvrier (au SMIC) travaille pendant un temps double de celui nécessaire à produire sa consommation. Il y a un échange inégal des temps de travail et c'est au niveau de la structure sociale que nous voyons des forces intervenir pour maintenir ou transformer ces inégalités.

Au niveau de l'infrastructure il y a une nécessité, la contrainte de temps : la répartition du temps de travail national au service des différents consommateurs. A ce niveau la théorie marginaliste, prétendant que l'économie se stabilise spontanément à un point d'équilibre optimum, n'a pas de sens. Il n'y a pas d'optimum ; si l'un emploie plus de temps de travail à son service, l'autre en a moins. On peut augmenter la durée du travail ou le nombre des travailleurs mais, quels qu'ils soient, c'est le total des heures effectuées actuellement qui est employé à produire. C'est ce total qui est réparti inégalement.

Les autres contraintes physiques de l'infrastructure sont beaucoup plus étudiées, discutées, car elles intéressent directement la rentabilité des entreprises et du capital. Dans leur aspect général, il s'agit de la limitation des quantités produites en fonction du niveau de productivité. Il y a une contrainte d'efficacité avec une pression sociale plus ou moins forte pour que le temps de travail soit employé à produire davantage et mieux.

La contrainte de temps  $t$  et la contrainte d'efficacité  $e$  sont liées :  $t e = q$  en consommant la « quantité »  $q$  nous mettons à notre service des travailleurs pendant le temps  $t$ .

## La structure

L'inégalité des échanges de temps de travail est le ferment quotidien de la lutte des classes. Inutile sans doute de s'étendre sur ce sujet : une multiplicité de rapports de force intervient pour régler la répartition des emplois de temps de travail. En résumé, il existe une contrainte sociale ayant pour but de résoudre la contrainte de temps.

Sous une forme primitive, cette contrainte sociale se manifeste par une affectation directe des produits. C'est l'esclave à qui l'on donne quelque nourriture tandis que la totalité de son temps est à la disposition de son maître. C'est le serf qui peut cultiver un lopin de terre pour son usage personnel ou le métayer qui partage la récolte.

Sous une forme plus évoluée, plus discrète, la contrainte sociale est réalisée par une contrainte monétaire. Au cours des siècles et par la multiplication des transactions économiques, par l'approfondissement de la division du travail, il s'est institué une véritable comptabilité sociale qui a pour instrument la monnaie. C'est l'employé qui, son compte crédité en fin de mois, paye ses dépenses par chèque ou avec des billets.

Ce sont les forces sociales qui, en définissant un prix  $v$ , établissent un rapport variable  $m$  avec le temps de travail  $t$  nécessaire à produire ce qui est acheté.

Nous avons :  $t = m v$  ;

$t$  est le temps de travail réel, concret, mesuré par une horloge,  $v$  le prix payé.

Par ce procédé la contrainte physique de temps est transformée en contrainte monétaire, la contrainte d'infrastructure en contrainte de structure. Le rapport  $m$  indique l'ouvrison de la valeur, le temps nécessaire pour produire une unité de valeur. Plus la valeur est ouvrée,  $m$  grand, plus le temps employé est grand.

Si l'on part du fait que le rapport du temps de travail à la valeur est variable, il devient inutile d'élaborer, comme le fait Marx, des concepts de valeur et de temps abstraits tels que le rapport soit constant, c'est-à-dire que la valeur soit proportionnelle au temps. L'abstraction est alors si complexe, si confuse et si éloignée des faits, si subjective, qu'il est impossible ensuite de revenir sur terre aux prix réels et aux temps réels. Le problème de la « conversion »

que les marxistes connaissent bien : comment transformer la valeur théorique en prix ou l'inverse, comme calculer cette valeur théorique à partir des prix, ce problème insoluble disparaît.

Contrairement à la théorie imaginée par Marx en s'inspirant de Ricardo, c'est parce que la valeur n'est pas proportionnelle au temps de travail qu'il y a exploitation. Si avec le revenu  $v$  d'ouvraison  $m$  il est acheté une consommation de même valeur mais d'ouvraison  $m'$  les temps échangés sont inégaux :

$$\frac{t}{t'} = \frac{m}{m'}$$

le rapport entre le temps donné à la société  $t$  et le temps reçu en échange  $t'$  est égal au rapport des ouvraisons.

L'ouvrier est exploité parce que son revenu a une valeur plus ouvrée que celle de sa consommation. L'employé, le fonctionnaire qui disposent du même revenu et travaillent autant sont dans la même situation. A l'inverse, il existe des valeurs non ouvrées : les dividendes, les intérêts, les retraites, les pensions. La place de chacun dans la hiérarchie économique est définie par le rapport d'échange et les classes, les groupes, les individus, engageant une lutte incessante pour maintenir leur position et si possible l'améliorer. L'étonnant cependant, dans ces conditions, est que ce rapport d'échange soit relativement stable pour les grandes catégories sociales.

« Relativement » mérite explication. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx estimait que le taux de plus-value était de 100 %. L'ouvrier travaillait 12 heures et sa consommation était produite en 6 heures. L'échange s'effectuait à 2 contre 1. C'est ce chiffre que l'on retrouve aujourd'hui pour le manoeuvre. Les études économiques qui comparent les revenus des différentes professions, des différentes branches industrielles, montrent que ces revenus évoluent les uns par rapport aux autres avec des variations de l'ordre de 10 à 20 %, 40 % au maximum, si l'on fait des comparaisons s'étendant sur des dizaines d'années. Mais cette évolution est pratiquement négligeable, théoriquement s'entend, quand on la compare à celle des prix et des salaires.

Depuis 1840 - 45 la valeur nominale des salaires a été multipliée par environ 3000 !

Entre 1913 et 1966 les prix ont été multipliés par environ 250. C'est dire qu'au-delà des multiples actions et réactions de la lutte des classes qui ont modifié d'une manière incessante, chaotique et fantastique, tous les différents prix et tous les différents revenus ou salaires, la seule stabilité relative est celle des rapports des ouvraisons.

Pour la théorie des prix c'est un résultat décisif. La valeur n'est pas proportionnelle au temps de travail, le rapport entre les deux ne cesse de varier d'une manière considérable avec l'inflation. Par contre les classes et les groupes se surveillent étroitement et malgré les aléas des luttes sociales, maintiennent leurs ouvraisons dans des rapports relativement stables.

Cette stabilité concerne les revenus ouvrés. Elle indique un maintien relatif de l'inégalité pour les donneurs de temps. Mais depuis un peu plus d'un siècle, en France depuis la Commune de Paris et surtout depuis le Front Populaire, il s'est produit un profond changement du côté des receveurs, des bénéficiaires de cette inégalité, changement non

pris en compte par Marx. Les luttes de classes ont créé une nouvelle catégorie de revenus à ouvraison nulle à côté des dividendes, des intérêts, des loyers, des fermages, celle des revenus de transferts. Les capitalistes, les propriétaires, ne sont plus les seuls à bénéficier du travail des autres grâce à des revenus non ouvrés. Les luttes sociales ont imposé à leur détriment le même avantage pour les retraités, les pensionnés, les malades ou accidentés, les chargés de famille, pour partie les chômeurs, etc.

Les sommes qui sont ainsi versées à tous ceux qui bénéficient d'une protection sociale permettent de mettre à leur service 5 à 6 millions d'années de travail, environ le quart de la population active, ce qui est considérable. L'échange inégal ne s'effectue plus uniquement à l'avantage de privilégiés mais aussi de titulaires de bas revenus. C'est une victoire des ouvriers, des employés, des fonctionnaires. Il était nécessaire d'en souligner brièvement l'importance ainsi que le moyen utilisé, le transfert monétaire par un rapport de forces.

L'emploi d'une marchandise, un morceau de métal précieux, comme support d'unités de compte, a longtemps créé et continue de créer l'illusion que l'on peut assimiler une opération d'achat et de vente à un troc, à un échange entre deux marchandises. Pourtant dès la Renaissance, l'utilisation de lettres de change dans les grandes foires de l'Europe a montré la possibilité de séparer complètement monnaie et marchandise. Les opérations se réglaient par débit-crédit d'unités de compte. Même l'usage des monnaies métalliques, tel qu'il fut pratiqué et non tel qu'on l'enseigne, montre une constante disjonction entre la valeur de la monnaie et celle du métal. Dès l'origine, dans l'Antiquité, les pièces avaient une valeur indépendante de celle du métal et rares sont ceux qui, ayant pouvoir de battre monnaie, n'ont pas utilisé cette indépendance à leur profit. Ils furent accusés de fabriquer de la fausse monnaie mais, entendue dans ce sens, la monnaie est toujours fausse.

A propos du billet de banque, Marx parlait de valeur symbolique, le billet symbole d'or. Mais l'or lui-même n'est pas monnaie. Il faut une inscription qui indique le nombre d'unités de compte. L'or n'est là ou plutôt n'a été là, que pour donner une garantie comme la possession d'un immeuble, d'un terrain, d'un bijou ou de toute autre marchandise.

La monnaie en tant que telle n'appartient pas à l'infrastructure, elle est du domaine des relations sociales. Ce fait est particulièrement mis en évidence lors de sa création. La plus grande partie de la monnaie en circulation aujourd'hui est une monnaie d'écriture qui est émise par des opérations de crédit. Les banques utilisent les sommes qui restent inscrites sur les comptes courants de leurs clients pour les prêter sans demander leur avis. Quand Pierre prête 100 F à Paul, Pierre a 100 F de moins et Paul a 100 F de plus, le total est inchangé. Mais quand la banque prête 100 F grâce aux dépôts de ses clients, les comptes de ces derniers ne sont pas modifiés et le total de la monnaie en circulation a augmenté de 100 F. Les banques ont un privilège que les rois ont mis des siècles à monopoliser en l'enlevant aux seigneurs et aux évêques, celui de battre monnaie. Aujourd'hui les seigneurs-évêques sont les banquiers. Ils protestent contre les nationalisations mais la société peut-elle abandonner à des particuliers la maîtrise de sa comptabilité sociale ?

La contrainte monétaire n'a pas la même nature que la contrainte de temps parce que des décisions politiques peuvent la modifier. Elle est du domaine des relations sociales. Une émission de Bons du Trésor achetés par les banques permet à l'Etat de disposer d'argent qu'il peut distribuer à une catégorie de citoyens. Une relation personnelle avec un banquier facilitera l'ouverture d'un crédit à une entreprise, créant ainsi le moyen d'augmenter des revenus. En valeur on peut donner plus à l'un sans en enlever à l'autre. Ce n'est pas possible avec les temps de travail.

La distinction entre la valeur et ce qui est évalué doit être présente à l'esprit à chaque pas de l'analyse économique. Un tracteur posé sur le sol avec ses quatre roues, son poids de métal, c'est de l'infrastructure. L'acte médical avec sa durée c'est aussi de l'infrastructure. Mais le prix du tracteur ou de la consultation est une relation sociale. C'est le nombre de francs que l'on demande pour devenir propriétaire du tracteur ou pour le service d'un médecin, nombre qui varie avec l'inflation, la concurrence, la tête du client, la pression des groupes, etc. La distinction est capitale. L'Economie lie trois ordres de phénomènes, il est très important de ne pas les confondre. Nous en avons vu deux, voyons le troisième.

## **La superstructure.**

Ce sont des hommes qui achètent, vendent, travaillent, consomment, et la théorie ne peut ignorer les réflexions, les impulsions, les sentiments qui les incitent à prendre une décision économique. Les marginalistes ont même pu penser que c'était dans les différentes appréciations subjectives que se trouvait l'unique explication des prix. Le paradoxe est que les marxistes sont mieux placés que leurs adversaires pour étudier la valeur subjective car il s'agit en réalité d'une valeur idéologique tout à fait à sa place dans une superstructure.

La subjectivité imaginée par les marginalistes est en effet idéaliste en ce sens qu'elle est celle d'un homme isolé, n'appartenant à aucune société particulière, un homme sans mémoire, ignorant les contraintes sociales, les rapports de classe et recherchant un optimum de satisfaction. On ne comprend pas, dans ces conditions, pourquoi cet homme a dans sa tête des idées de prix et de revenus, ce qui suppose l'existence de relations sociales avec tout ce qu'elles comportent comme facteurs déterminants.

Les nécessités logiques d'une théorie qui se veut exclusive conduisent les marginalistes à supposer l'existence d'une valeur subjective ayant un caractère monétaire. Ils ne peuvent arriver à définir le prix comme point de rencontre de deux subjectivités, celle de l'acheteur et celle du vendeur, si ces subjectivités n'ont pas une forme chiffrée : 15 haricots contre 2 tomates. Manière inacceptable d'éviter l'obstacle. Le jugement de valeur peut dire c'est bien, c'est trop ou pas assez, il ne peut dire 5 F sans sortir de la subjectivité, sans expliquer la valeur par le prix du marché. La valeur subjective est au mieux une idée mais pour qu'elle soit une idée de prix il faut se référer aux autres prix. Il y a là pour les marginalistes une contradiction insoluble, une confusion inverse de celle de Marx. Il mettait la monnaie dans l'infrastructure, ils la placent dans la superstructure. C'est la raison pour laquelle ils n'auront pas grand-chose à dire sur la monnaie. La « propension » pour la monnaie est une invention farfelue qu'il est honteux de voir figurer dans les manuels d'Economie.

Cette critique n'empêche pas de reconnaître la cohérence de la théorie marginaliste au niveau de la superstructure. L'équilibre économique tel qu'ils le conçoivent ne peut être que subjectif. L'optimum atteint n'est pas une idée de prix mais c'est une idée vague, ce qui n'est pas complètement faux.

Dans la décision d'acheter, il y a plusieurs aspects : un besoin physiologique, une pulsion affective, un choix culturel, une mode, un jugement quantitatif et enfin une évaluation monétaire. Sur tous ces points les spécialistes sont mieux placés que les économistes pour parler. Quelques mots cependant pour être tout à fait clair.

Sur les besoins physiologiques : alimentation, protection contre le froid, les maladies, la fatigue, inutile de développer. Les pulsions affectives ont donné lieu à de nombreuses recherches, en particulier des techniciens de la publicité. On a étudié les effets des



emballages, des couleurs, des odeurs, de la musique, de la quantité présentée au client, des images de marque. On a sondé les motivations, l'inconscient des acheteurs afin de provoquer une « persuasion clandestine ». Les choix culturels ont été décrits par les ethnologues. Chaque peuple a sa nourriture, ses vêtements, sa maison, ses temples et ses tombeaux, ses palais et ses théâtres. Pour ne prendre qu'un exemple, la viande de porc n'a pas de valeur pour un musulman. Quant aux fantaisies de la mode, elles renouvellent continuellement les marchés, qu'il s'agisse des robes, des voitures, des vacances, des médicaments ou des aliments dits naturels.

Dans une très large mesure il est possible de dire, en paraphrasant Marx, que les valeurs dominantes sont celles de la classe dominante. Le jugement de valeur, même en dehors de toute expression monétaire, se présente ainsi comme une superstructure fortement modelée, imprégnée, créée même par la société. Il y a donc tout un contexte idéologique qui aboutit à des classements d'ordre, à définir des priorités, à juger les marchandises et les services par une appréciation qualitative : acheter avant, après, trouver mieux, meilleur, plus joli, plus solide, plus conforme au rang social, plus prestigieux, plus à la mode, etc.

Ainsi se crée une valeur subjective, non quantitative, aux contours mal définis. C'est une opinion, c'est un jugement de valeur. Ajoutons que ce jugement place les valeurs économiques dans l'ensemble des valeurs. Elles sont exactement sur le même plan. Voir le proverbe : « la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne ». Valeurs économiques et valeurs affectives sont échangées, étroitement mêlées et confondues. Si, parfois, « plus c'est cher, plus c'est beau » c'est que le cher est entouré d'une auréole de prestige. La valeur subjective d'un repas avec des amis n'est pas égale à son coût.

Enfin et ce n'est pas compris par les marginalistes, le passage de la valeur subjective au prix est une articulation entre le sujet et la société, articulation qui fonctionne dans les deux sens. La valeur que nous attribuons aux choses est fonction de notre idéologie mais le prix que nous les payons est un rapport social.

Dans un ouvrage publié par l'INSEE (Bernard Brunhes : Présentation de la Comptabilité Nationale Française, p. 16 - 1969) il est écrit : « la théorie économique montre que dans les cas de concurrence parfaite... ces prix peuvent être considérés comme une mesure de l'utilité économique des biens ». Il est vrai que, tout en provenant du même arbre, les grosses pêches, plus belles, ont plus de valeur que les petites. Mais cette différence ne doit pas faire oublier l'essentiel, à savoir que le prix de toutes les pêches constitue le revenu de leur producteur. Quel est le point de repère qui permet de définir le prix d'une consultation médicale ? Il ne peut en exister qu'un seul : le revenu.

On multiplie le nombre des consultations par leur prix et on compare le revenu mensuel du médecin à celui des salariés ou celui des autres professions libérales. Ajoutons que la « concurrence parfaite » n'existe plus (dans la mesure où elle a existé). Les agriculteurs et les médecins sont syndiqués et la fixation de leurs prix donne lieu à des pressions spectaculaires.

Le prix n'est jamais qu'une somme de revenus et faire la théorie des prix sans parler des revenus c'est expliquer le mur en oubliant les briques. Dans le prix d'une marchandise il y a le revenu des différents participants à divers titres à la production : les ouvriers, les artisans, les agriculteurs, les techniciens et les cadres, il y a le revenu des prêteurs de capitaux, des propriétaires, il y a les impôts, c'est-à-dire le revenu des fonctionnaires et des fournisseurs des administrations ; avec les cotisations, celui des bénéficiaires des prestations sociales.

Nous passons ainsi à l'autre face de la transaction. A l'idéologie du consommateur, de l'acheteur, fait face celle du vendeur c'est-à-dire l'idéologie du revenu. Ici il faut évoquer les

recherches des sociologues sur la théorie du rôle. Chaque société définit un ensemble de traits qui caractérisent la personne qui occupe une certaine position sociale. Il y a des modèles : le fils, le père, la grande sœur, l'ouvrier, le chef, l'officier, le patron, le fonctionnaire, etc. Chacun « doit » avoir un certain comportement, jusqu'à une manière de s'habiller, de se loger, de se nourrir, de boire, un certain type de distractions, de fréquentations. Celui qui s'écarte de ces normes, qui ne « tient pas son rang » est considéré avec inquiétude.

Ces modèles idéologiques ont très nettement des aspects économiques. La hiérarchie des revenus est en relation avec la hiérarchie des rôles. Le revenu du cadre « doit » être supérieur à celui de l'employé même si son travail est plus agréable, moins fatigant. L'ancien est mieux payé que le nouveau même si celui-ci est plus actif, plus au courant des dernières techniques. Les salaires des femmes sont moins élevés que ceux des hommes, ceux des Noirs que ceux des Blancs, etc. La responsabilité, la respectabilité, la notabilité, ont une valeur économique.

Il faudrait étudier les conflits de rôles en liaison avec les transformations des structures sociales, la montée des classes nouvelles, l'élévation du niveau de consommation, le développement d'idéologies contestataires qui dessinent des modèles contradictoires. Le capitaliste voit son rôle et celui de l'ouvrier selon l'idéologie bourgeoise. L'ouvrier, l'intellectuel, se réfèrent à d'autres modèles d'où des conflits. Dans les échanges d'attitudes l'autre ne joue pas le rôle que l'on attend de lui, il refuse le « dialogue ».

Un bel exemple de l'influence de l'idéologie est celui de l'U.R.S.S. après la Révolution d'Octobre lorsque la politique des salaires fut définie selon des principes égalitaires. Tendances complètement renversées par la suite quand il fut nécessaire de pousser les ouvriers et les cadres à un meilleur rendement afin de réaliser les plans quinquennaux. La Chine connaît le même débat avec la question des « stimulants matériels ».

Ces quelques réflexions sur l'idéologie et ses rapports avec la valeur économique sont loin d'avoir épuisé le sujet mais elles sont sans doute suffisantes pour comprendre l'intérêt d'une insertion de la valeur subjective des marginalistes dans la superstructure en lui faisant subir, il est vrai, une profonde transformation.

## **Le matérialisme historique.**

Nous avons repris les idées de Marx en les nettoyant de leur confusion, en distinguant clairement ce qui est matériel de ce qui est social ou intellectuel. Quelle est l'utilité de cette opération ? C'est de continuer à faire œuvre de marxiste en proposant un outil d'analyse, une méthode, une manière de définir les problèmes et un cheminement pour les résoudre, une technique de synthèse alors que les découvertes elles-mêmes sont en général faites depuis longtemps. Remettre en place dans un cadre cohérent tel est l'essentiel.

Le matérialisme a reçu des critiques justifiées lorsqu'il a prétendu se présenter comme une « loi » de l'Histoire. Le matérialisme historique ne peut rien démontrer. C'est une hypothèse parmi d'autres, ce n'est pas une preuve. Il faut souligner ce qui pour un historien est évident : chaque événement doit être décrit avec ses mouvements, ses déterminismes particuliers. En Histoire les généralités ne sont que des banalités. Il faut aller plus loin, démêler les acteurs, les actions et les réactions dans des situations qui ne se retrouvent jamais identiques.

L'efficacité du matérialisme historique tient au fait que les hommes se heurtent à des contraintes permanentes et de natures différentes. Toutes les sociétés ont des échanges inégaux de temps de travail, c'est une contrainte matérielle à partir du moment où il existe

une division du travail avec des producteurs spécialisés ayant une efficacité limitée. Aucune société ne peut y échapper. De même qu'elle ne peut échapper à la nécessité d'une contrainte sociale, contrainte de classe pour résoudre cette contrainte matérielle. Enfin, il faut bien constater que toutes les sociétés justifient cette contrainte sociale en inventant une contrainte idéologique.

Par contre, si l'on identifie le matérialisme à l'idée que le moteur de l'Histoire est le développement des forces productives l'objection est immédiate : les forces productives, ne peuvent se développer que sous l'influence de facteurs sociaux et intellectuels. Ce sont les hommes qui font l'Histoire. Si les moulins à eau et les moulins à vent ont joué un rôle dans nos civilisations, c'est que des hommes ont su les inventer et s'en servir, d'autres les exploiter.

Enfin Marx a centré son analyse sur ce qu'il appelle les rapports de production c'est-à-dire, en simplifiant, sur les rapports entre certains propriétaires de moyens de production et les travailleurs qui les mettent en œuvre. Mais ces rapports ne concernent qu'une partie d'un ensemble beaucoup plus vaste constitué de toutes les transactions économiques. C'est cet ensemble qu'il faut étudier car toute transaction implique un échange inégal de temps de travail et une possibilité d'exploitation. Marx a posé un problème plus vaste qu'il ne pensait, il faut continuer ses recherches.

## **Le socialisme et les nationalisations.**

En cette fin d'été 1981, le débat en France sur les nationalisations est assez curieux. Comme s'ils en avaient honte, les socialistes ne parlent pas de socialisme. Ils défendent leur projet avec des arguments économiques : la saine gestion des entreprises, la dynamique industrielle, le contrôle du crédit, le financement des petits et moyens entrepreneurs, les restructurations, etc. Leurs adversaires font évidemment l'inverse et ce sont les P.D.G. qui invoquent Marx et le marxisme, l'idéologie, les dogmes socialistes, tandis qu'ils se taisent sur la gestion plutôt désastreuse d'un bon nombre de leurs entreprises.

Tous les partis communistes du monde enseignent dans leurs écoles de cadres la théorie de l'exploitation capitaliste, celle de la plus-value. D'où l'on déduit la définition marxiste du socialisme : une société sans classe où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu par suite de l'appropriation collective des moyens de production. La société est divisée en classe explique Marx, parce que des hommes sont propriétaires des terres, des mines, des usines. Les autres sont bien obligés d'aller leur demander du travail s'ils veulent vivre. Ils sont ainsi dans une position d'infériorité et subissent la loi du Capital qui consiste à les faire travailler pendant un temps plus long que celui nécessaire à reproduire leur force de travail. Le temps supplémentaire étant donné ainsi gratuitement au capitaliste.

Nous n'allons pas entrer dans les détails de la théorie de la valeur et de la plus-value, je renvoie à l'ouvrage cité en référence. En simplifiant, on peut dire qu'elle repose sur deux principes, l'un avancé en 1776 et en 1817 par les économistes de l'école classique anglaise, Smith et Ricardo, l'autre par Marx. Le premier dit que la valeur d'une marchandise est proportionnelle au temps de travail nécessaire à la produire. Le second que le salaire est le prix d'une « marchandise » particulière, la force de travail de l'ouvrier.

Ce que le capitaliste achète à l'ouvrier ce n'est pas son travail. Le faisant travailler 12 heures par jour, la valeur de ce travail ou de la marchandise produite par ce travail est proportionnelle à 12 heures. Il achète sa force de travail, une « marchandise » qui est produite en 6 heures de travail, le temps nécessaire à produire la consommation de l'ouvrier et de sa famille, à reproduire la classe ouvrière. La valeur de cette force de travail est

proportionnelle à 6 heures. Ainsi le capitalisme paye l'ouvrier à sa valeur, mettons 60 F si 10F correspondent à 1 heure, et vend la marchandise à sa valeur 120 F. Il a gagné 60 F. C'est la plus-value.

La démonstration repose en fait sur un troisième principe, très généralement admis, à savoir que toute transaction économique est un échange de valeurs égales. La monnaie étant faite d'une marchandise l'or, on ne fait qu'échanger des marchandises comme dans le troc primitif. La valeur de ces marchandises étant proportionnelle au temps de travail il est impossible de *produire* une valeur dans un échange, les temps de travail échangés sont égaux. Ce n'est possible que dans le rapport de production entre le capitaliste et l'ouvrier parce que c'est le moment où l'on passe de 6 à 12 heures, il y a production de 6 heures de travail supplémentaire et de la valeur correspondante : 60 F. Ainsi se réalise cet apparent miracle, ce troublant mystère, tout est acheté et vendu à sa valeur et pourtant le capital a changé de valeur.

Marx pense décrire ainsi un mécanisme fondamental car ayant en aversion certaines professions, il affirme qu'elles vivent de la plus-value produite par les ouvriers, plus-value rétrocédée par les capitalistes. Par exemple, les commerçants et leur personnel sont à ses yeux inutiles, des escrocs, des, improductifs. Dans une société socialiste on ira chercher directement les marchandises dans des dépôts avec des bons. De même, les employés de banque et les comptables des entreprises sont également inutiles car on supprimera la monnaie. Ces professions ne servent qu'à aider les capitalistes dans leur exploitation des ouvriers. Autant pour les fonctionnaires, l'armée et la police, les juges et les avocats, qui protègent la bourgeoisie en constituant un Etat répressif qui disparaîtra en régime socialiste. Marx ne pouvait prévoir que toutes ces professions occuperaient aujourd'hui des millions de personnes et qu'il serait difficile d'imaginer qu'elles vivent toutes d'une plus-value intarissable. D'autant que, dans les pays socialistes, ces professions sont loin d'avoir disparu. Pas plus d'ailleurs que la monnaie, sauf pendant une courte période utopiste, immédiatement après la Révolution d'Octobre où la monnaie fut effectivement supprimée. L'inflation était telle d'ailleurs qu'elle ne valait plus rien.

Il y a beaucoup d'objections à la théorie marxiste de la plus-value. La plus connue a pour origine Marx lui-même lorsqu'il est obligé d'admettre que les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur. Pour que le commerçant reçoive une partie de la plus-value produite par les ouvriers il faut que le capitaliste lui cède sa marchandise en-dessous de sa valeur, il la vend à un prix inférieur à sa valeur. Il y a décalage entre prix et valeur. Et si la marchandise n'est pas vendue à sa valeur, pourquoi la force de travail le serait-elle ? Grâce à la puissance des syndicats, les ouvriers ne peuvent-ils la vendre au-dessus de sa valeur et ruiner ces malheureux capitalistes ! Il est étonnant que le patronat n'utilise pas cet argument dans les périodes de baisse du taux de profit.

Après les observations des chapitres précédents il y a une critique plus grave à formuler qui est celle de confusion. Confusion entre infrastructure matérielle et structure sociale, confusion entre marchandise et monnaie, confusion entre les deux niveaux d'analyse.

L'ouvrier qui travaille ne produit pas une valeur, il produit une marchandise. Nous sommes dans l'infrastructure. La valeur apparaît au moment de la vente quand le client donne des francs pour acheter la marchandise ou quand le patron paye les salaires de ses ouvriers. Nous sommes alors au niveau des relations sociales. Tant que la vente n'a pas eu lieu, on a produit des objets, des choses, des services, mais pas une valeur économique. C'est l'erreur classique de nombreux entrepreneurs qui pensent d'abord à produire alors qu'il est essentiel de vendre. Pour le vérifier, il suffit de penser aux entreprises en faillite dont les stocks sont sans valeur et qui ne payent ni leurs fournisseurs, ni leur personnel. Ou encore aux

quantités de fruits et de légumes que l'on détruit chaque année pour éviter que les cours ne s'effondrent.

Le principe de proportionnalité, en liant d'une manière rigide la valeur au temps de travail, introduit une confusion. La valeur n'est plus en rapport avec la société mais avec l'infrastructure. Elle devient indépendante du marché, des échangeurs, des monopoles, des rapports de force. Elle s'identifie à un temps de travail tout en devenant une forme abstraite du prix. Dans les exemples de calcul de la plus-value, Marx parle aussi bien en heures de travail qu'en livres sterling.

Ce sont les relations sociales qui, en définissant un prix, établissent un rapport variable entre valeur et temps de travail. Le prix est la seule valeur économique. Hors du prix il n'y a que des concepts inventés pour faire fonctionner dans l'abstrait une théorie fausse.

La confusion apparaît en évidence si l'on pose la question : d'où vient le profit ? Pour Marx, nous l'avons vu, le profit a pour origine la plus-value qui est identifiée au temps de travail supplémentaire de l'ouvrier. Le profit vient de l'ouvrier. C'est du « travail non payé » nous dit Marx. En réalité, il y a deux choses différentes : un échange inégal de temps de travail et un transfert d'unités monétaires, un paiement. Il est exact que c'est l'ouvrier (et tous les donneurs de temps) qui donne du temps de travail plus qu'il n'en reçoit et c'est le capitaliste (avec d'autres) qui en bénéficie. Mais c'est le client qui, achetant la marchandise, donne des francs qui vont constituer le profit, le client pouvant être un ouvrier. Le propriétaire d'un commerce peut très bien, comme l'imagine Marx, vivre du temps de travail perdu par des ouvriers (et d'autres) mais son profit c'est le client qui le paye. Les unités de compte qui vont constituer le profit ont été créées non par l'ouvrier du profiteur mais par le système bancaire en mettant des billets en circulation et en ouvrant des crédits sans diminuer la monnaie des déposants.

Il a peut-être été insisté trop lourdement sur cette critique de la théorie de la plus-value. C'est que l'existence d'une comptabilité sociale, d'une comptabilité monétaire, servant à régler des échanges inégaux de temps de travail a complètement échappé et continue d'échapper aux marxistes, ce qui ne leur permet pas de comprendre exactement la nature du régime qu'ils veulent instaurer. La suppression de la propriété privée des moyens de production, même totale, ne fait pas disparaître les échanges inégaux de temps de travail et sur cette base peut se créer une nouvelle société de classe.

On sait les discussions pour savoir si les pays de l'Est sont socialistes. Non, disent les sociaux-démocrates, oui, disent les communistes. Pour les pays Scandinaves la réponse est inversée : oui, disent les premiers, non, disent les seconds. La distinction entre socialisation et nationalisation a donné lieu également à bien des subtilités.

Dans les Cahiers du Communisme, organe théorique du Comité Central du P.C.F. il y eut, peu après la Libération, un article, de F. Billoux si ma mémoire est bonne, qui expliquait que les nationalisations devenaient des socialisations si des communistes étaient au gouvernement. Est-ce la première fois qu'un marxiste fait dépendre la nature du système économique de la nature du gouvernement ? Le matérialisme historique tel qu'il a été précisé nous offre ici un bonne méthode pour reclasser des faits bien connus, permettant d'y voir un peu plus clair et de poser les bonnes questions.

Après éventuellement une phase égalitaire, appelée en U.R.S.S. le « communisme de guerre », en Chine la « Révolution culturelle », à travers une lutte de classes longue, dure, violente, tous les régimes socialistes se sont développés en sociétés fortement hiérarchisées avec une classe dirigeante composée des cadres politiques, administratifs, économiques,

militaires. Ces cadres sont des privilégiés. C'est la « nomenclatura ». Ils ont accès à des magasins spéciaux qui leur réservent des produits introuvables ailleurs. Ils disposent de voitures, d'avions, vivent dans des logements confortables dans des quartiers réservés, parfois les anciens palais de l'aristocratie, avec des domestiques et un train de vie très supérieur au reste de la population. Ils ont accès à des réserves de chasse, à des séjours dans des stations climatiques. Les meilleurs artistes leur donnent des concerts privés comme dans les grands salons de la « jet society ».

Je ne dispose pas de chiffres mais il est évident qu'il y a dans ces pays socialistes, au niveau de l'infrastructure, des échanges très inégaux de temps de travail au profit d'une classe dominante.

Au niveau de la structure sociale et par rapport au capitalisme et aux sociétés antérieures, nous sommes en présence d'une société nouvelle car le rapport de forces entre les classes n'est pas déterminé par la propriété privée des moyens de production, terres agricoles, mines, usines, sources d'énergie, etc. mais par la possession des pouvoirs de décision notamment en matière de salaires et de niveau de consommation. C'est une société nouvelle car c'est une société de salariés. Les anciennes classes peuvent subsister, par exemple des paysans aux statuts variés : petits propriétaires, fermiers ou métayers de l'Etat, membres de coopératives. Mais ces classes ne jouent plus qu'un rôle mineur, ce qui ne veut pas dire négligeable, dans les luttes sociales.

Comme dans toutes les sociétés de classes, la classe dominante tend à se conserver organiquement. Les enfants, les membres de la famille des dirigeants se retrouvent eux aussi parmi les cadres supérieurs. Voir le problème des veuves, celle de Mao, ou l'exemple de la famille Hodja en Albanie. Enfin, dernière caractéristique sociale, la répression contre toute velléité de mettre en danger l'ordre existant. Inutile de s'étendre sur les goulags et autres lieux de séjours psychiatriques.

Au niveau de la superstructure nous observons une idéologie de classe : les idées dominantes sont celles de la classe dominante. Société de salariés, toute propriété privée d'un moyen de production qui peut être une source d'indépendance économique et politique est considérée comme une tache. Le coiffeur qui prétend avoir son magasin, le cuisinier qui veut installer un bon restaurant, le petit paysan qui accepte de se faire exploiter pourvu qu'on le laisse travailler à son idée sur sa terre, vivent dans des situations précaires. Tolérés un jour, ils sont dénoncés le lendemain comme des ennemis à abattre, des germes du grand capital.

Société de salariés, la hiérarchie des revenus est justifiée par le principe : « A chacun selon son travail ». Principe séduisant pour les travailleurs et qui a l'avantage de laisser une grande liberté dans l'appréciation des travaux respectifs par la classe dirigeante.

Enfin, il est vu d'un très mauvais œil toute tentative de redonner au marxisme sa vitalité en le débarrassant d'une fidélité à la lettre de Marx et des travaux d'exégèse, en l'orientant sur des thèmes autres qu'historiques, en reprenant les méthodes du matérialisme historique pour mettre à jour les relations nouvelles entre infrastructure, structure et superstructure, entre les nécessités d'un développement de la production socialiste, la constitution d'une classe de privilégiés et la transformation d'une idéologie révolutionnaire en idéologie conservatrice.

Les marxistes ne doivent pas se voiler la face. Ce bref résumé de faits bien connus et la mise en évidence d'un échange inégal de temps de travail permet de répondre à la question : qu'est-ce que le socialisme ? Le socialisme est une société de classes de salariés avec une classe dominante, les cadres, et une classe dominée, les donneurs de temps.

La définition pourrait être simplifiée en appelant peuple l'ensemble de ceux qui, lorsqu'ils travaillent, sont des donneurs de temps. Il y aurait alors deux classes, les cadres et le peuple.

L'idée qu'il existe en U.R.S.S. une exploitation de classe n'est pas nouvelle. Elle fut exposée par Bruno Rizzi dans un ouvrage qu'il publia lui-même en août 1939 : « *La Bureaucratization du Monde. Le collectivisme bureaucratique. Quo vadis America ?* ». Ouvrage interdit, saisi et mis au pilon. Il faisait suite à des discussions au sein de la 4<sup>e</sup> Internationale. Voir à ce sujet le livre très documenté de Pierre Naville : « *Le salaire socialiste. Le Nouveau Léviathan 3* », deuxième volume, sur l'histoire moderne des théories de la valeur et de la plus-value. (Anthropos 1970).

Rizzi voit très bien l'existence de classes et d'une lutte de classes en U.R.S.S. mais il n'arrive pas à expliquer par quel mécanisme s'effectue l'exploitation. C'est qu'il essaye d'utiliser, en les pétrissant quelque peu, les concepts de force de travail, de rapport de production, de plus-value, d'appropriation, bref, les outils théoriques légués par Marx, et Naville n'a pas grand mal à mettre en évidence les incompatibilités. Si l'on admet les principes d'équivalence et de proportionnalité il est clair que sans propriété privée d'un capital il ne peut y avoir le rapport de production indispensable pour faire apparaître une plus-value. Rizzi essaye alors de comparer le socialisme au servage mais le résultat est pire.

Une fois admise la théorie marxiste de la valeur il est impossible de démontrer l'existence d'une exploitation dans un pays socialiste. D'où son enseignement obligatoire dans les écoles et un assoupissement intellectuel très reposant pour les staliniens et leurs successeurs. La classe étant définie par la propriété privée d'un moyen de production, pas d'exploitation dans une société sans classes. Par contre, sur la base d'une étude des échanges inégaux de temps de travail, l'exploitation est évidente. On pourrait même la calculer si les soviétiques qui disposent des chiffres nécessaires les publiaient au lieu de nous amuser avec les tableaux Leontiev.

La société socialiste est une société de classes de salariés. Ce point acquis et avant de parler morale, justice, il faut poser la question préalable : cette évolution est-elle inévitable comme le suggère sa répétition dans tous les pays socialistes ? Est-il possible de faire autrement ?

La réponse n'est pas évidente. La théorie de la « déviation » du cours de l'histoire par l'œuvre de quelque Bonaparte n'est pas convaincante. Mots commodes qui laissent dans l'ombre ce que nous avons peine à voir. La « déviation » s'est produite partout, même dans un pays qui a les moyens de l'indépendance comme la Chine. Avec des soubresauts qui ne sont en réalité que les premières manifestations d'une nouvelle lutte des classes, une lutte entre salariés, elle s'est poursuivie ou répétée même après la mort des « Bonapartes ». On ne peut parler de déviation devant le spectacle de la Pologne. C'est une lutte de classes. Le Parti étant celui de la classe dominante, l'Eglise a réussi à devenir celui du Peuple !

Il ne suffit pas comme l'ont fait les partis sociaux-démocrates de l'Europe de rejeter le marxisme, d'adopter l'éclectisme, le sacro-saint Pragmatisme, c'est-à-dire le vide théorique, pour être assuré de prendre un autre chemin. Quelques observations rapides car les faits sont sous nos yeux.

Dans les pays capitalistes développés, le nombre des salariés augmente d'une manière générale, continue, massive, atteignant les 2/3, les 3/4 de l'ensemble de la population active. Les effectifs de professions indépendantes comme les entrepreneurs individuels :

artisans, commerçants, agriculteurs principalement, ne cessent de diminuer. Dans les professions libérales, il est maintenant fréquent d'avoir conjointement un emploi salarié. Les capitalistes eux-mêmes ont des fonctions de direction.

Constatons aussi que, parmi ces salariés, le nombre des techniciens, de cadres moyens et supérieurs, de diplômés de l'enseignement supérieur progresse. C'est une nécessité économique. La poursuite d'une productivité croissante demande l'emploi d'un personnel de plus en plus qualifié pour maîtriser des ensembles de machines et de matériels de haute technologie, des relations économiques et financières complexes et mouvantes, de subtiles techniques de gestion. Ce qui ne veut pas dire que ce soit toujours une réussite. On embauche aussi de vaniteux imbéciles qui mènent les firmes à la régression. Le diplôme d'une grande école et les chaleureuses recommandations ne sont pas une garantie.

Les cadres supérieurs reçoivent des salaires élevés. Il y a certes toutes les transitions mais les échelles vont de 1 à 5 et 10 entre l'employé et le sommet de la hiérarchie. Comme dans les pays socialistes, le revenu monétaire n'est qu'un aspect d'une situation privilégiée. Il y a le logement de fonction, la voiture avec chauffeur, le château acheté par l'entreprise pour recevoir des clients d'importance ou tenir quelques réunions mais qui sert aussi aux vacances avec chasse, pêche, cheval. On organise des séminaires en Californie ou en croisière sur un paquebot en Méditerranée. La crise a un peu calmée ces consommations masquées de temps de travail. Mais, dès que les freins sociaux se relâchent, on suit la tendance d'une pente naturelle. Tendance facilitée par les positions monopolistiques des firmes qui rattrapent sur les prix ce qu'elles ont perdu sur les salaires et revenus annexes.

Il y a là une poussée, une montée d'une nouvelle classe. Nous assistons à la lente pénétration d'un système ancien nettement prédominant par un système nouveau. Le mot de P.D.G. illustre assez bien cette situation hybride de propriétaire de moyen de production et de salarié de l'entreprise. Il rappelle la manière dont les propriétaires fonciers, les membres de l'aristocratie sont devenus des industriels et des financiers au 19<sup>e</sup> siècle. Les bourgeois n'ont pas tous pris le pouvoir en pendant « à la lanterne » leurs prédécesseurs ou en confisquant les biens des émigrés. Des mariages, des associations, des participations ont eu lieu, les uns achetant des châteaux, les autres des usines. Aujourd'hui les cadres supérieurs épousent parfois la fille mais, le plus souvent, ils se contentent d'un portefeuille d'actions et d'une confortable résidence secondaire. Avec leur salaire les capitalistes sont assurés d'avoir un revenu quel que soit le montant des bénéfices ou des pertes de leur société. Ils auront aussi une retraite substantielle même si l'entreprise disparaît car les caisses de cadres sont alimentées par les cotisations des intéressés et surtout par celles des employeurs, c'est-à-dire l'argent des clients.

Il est assez piquant d'entendre dans ces milieux vanter le goût du risque et dénoncer les mentalités d'assistés. S'il n'est pas sûr que le bon sens soit la chose du monde la mieux partagée, il est certain que les points de repère font trop souvent cruellement défaut.

Les cadres supérieurs se trouvent aussi, hors les entreprises industrielles, commerciales et financières, à la tête des administrations, de l'armée, des partis politiques et des syndicats. Les grands patrons des syndicats ouvriers aux U.S.A. ont des salaires de P.D.G. Ils doivent paraître-il pouvoir discuter à égalité avec eux !

Cette situation de transition, de changements profonds dans la société, s'accompagne de mouvements idéologiques contradictoires. Si, très généralement, les cadres justifient leurs privilèges par un travail acharné, des études longues et brillantes ou, simplement, une réussite professionnelle, ils sont plus partagés face aux idéologies de classes.



En dehors de ceux qui ne pensent à rien, il y a ceux qui rêvent de Ford ou de Rockefeller et flairent la piste du grand capital comme dans les westerns, le doigt sur la gâchette et au galop, au galop ! Ils sont persuadés d'appartenir à une race supérieure. Ils ont un profil « viril », déjeunent avec de « jeunes loups », chassent le lion avec un empereur africain anthropophage, mettent un « tigre » dans leur machin, se rasent avec un « fauve », se parfument « sauvagement » et baisent des mannequins sophistiqués. C'est dans sa publicité que l'on voit le mieux l'idéologie d'une classe. Arrivisme, cynisme, sadisme, passions. Les plus beaux spécimens de cette catégorie se trouvent peut-être dans les partis politiques de droite.

Il y a ceux qui rêvent d'une société différente mais se partagent sur les buts et les méthodes. Ils n'aiment pas beaucoup les bourgeois qui prétendent commander parce qu'ils ont hérité de leur papa le mépris, la désinvolture, les capitaux, les châteaux et la direction des affaires. Les nationalisations ne sont pas pour leur déplaire encore qu'ils aient des doutes sur leur gestion. Un premier groupe imagine une technocratie d'Etat et présente deux variantes : une pure et dure, une souple et corrompue, les deux constituant un composé étonnant susceptible de faire des clins d'œil aux espoirs les plus divers.

Un deuxième groupe de cadres étudié par une enquête récente, rêve d'une société plus humaine, moins inégale mais ne voit pas très bien comment y parvenir. Ils parlent sincèrement d'autogestion, d'écologie, de vie associative. Ils sont peu confiants dans les partis politiques dont ils voient toutes les ficelles et jugent sévèrement les boniments infantiles. Sans éducation politique véritable, ils oscillent entre l'enthousiasme naïf et le repli sur la famille, les copains, la bonne cuisine, la culture ou le sport. Ils sont du côté du peuple mais ils sont cadres.

Il y a dans les pays capitalistes évolués la base sociologique et économique d'une nouvelle société de classes et les grèves des O.S, des employés ou des fonctionnaires les moins rémunérés qui éclatent ça et là, sans attendre l'avis des chefs syndicaux ou politiques, parfois ouvertement contre les cadres, révèlent un clivage entre salariés, la forme primaire d'une nouvelle lutte des classes.

Ceci dit, une évolution vers un socialisme comparable à celui des pays de l'Est est-elle évitable ? En dehors d'événements extérieurs, c'est certainement possible car l'Histoire, les expériences et les situations sont différentes. En Europe tout au moins et depuis l'Antiquité, l'invention, l'expansion de nouvelles techniques, de nouvelles productions, a permis à la lutte des classes de se poursuivre dans de nouveaux rapports d'échange plus avantageux pour chacune des classes en présence, au moins à court et moyen terme, les anciens rapports étant peu à peu relégués au second plan. Ainsi c'est un long développement qui a donné naissance à de nouvelles sociétés, les révolutions politiques n'éclatant que là où les anciennes classes refusaient de céder, refusaient l'alliance et la domination de classes nouvelles. Il est impossible d'éviter les changements de société et les luttes de classes mais il est toujours possible de réaliser des compromis, des transitions, d'éviter les confrontations violentes et destructives.

De ce point de vue, les luttes de classes entre salariés avertis de ce qui peut arriver, la dictature du « prolétariat » ou celle du fascisme, sont certainement plus favorables à des évolutions intelligentes et acceptables. Pour l'instant il ne faut pas oublier que le capitalisme est encore dominant et qu'il serait étonnant qu'il accepte le deuxième ou le troisième rang avec le sourire.

C'est dans cette perspective qu'il faut juger les nationalisations. Nationaliser une entreprise est un pas vers un régime socialiste. C'est supprimer la propriété privée d'un moyen de production et le revenu qui provient de la possession d'un capital. C'est faire disparaître le pouvoir politique et économique qui en résultait. C'est créer à la place une entreprise nationale, régionale, communales dirigée par d'autres salariés selon des modalités qui ont toujours été très diverses. Les capitalistes ne s'y trompent pas et s'ils reviennent au pouvoir en France ils se dépêcheront de dénationaliser comme ils l'ont fait en Angleterre.

Il est une expression que les marxistes devraient bannir, c'est capitalisme d'Etat ou capitalisme monopoliste d'Etat qui est encore plus équivoque. Il n'y a pas plus de capitalisme d'Etat que de socialisme privé. Les capitalistes se servent de l'Etat et éventuellement d'entreprises nationales pour maintenir leurs privilèges et arranger leurs affaires mais les P.T.T. ou Renault ne sont pas des entreprises capitalistes. A l'opposé, les articles d'éminents professeurs ou journalistes de droite qui expliquent que toute entreprise a besoin de capitaux et de profits sont des plaisanteries, des jeux de mots sur Capital. Qui est le propriétaire, quelles sont les relations d'échange ? Voilà l'essentiel.

Ne mélangeons pas les niveaux d'analyse. Les nationalisations sont du domaine des relations sociales, de la structure sociale. Les échanges inégaux de temps de travail de celui de l'infrastructure. Nationaliser est une progression dans les rapports sociaux.

Ne semons pas les illusions qui préparent les retours en arrière. Le pouvoir politique peut changer complètement en quelques heures, l'économie ne change que de quelques pourcentages par an. Réforme ou Révolution, la question se pose en politique, pas en économie. Au niveau des entreprises, du travail, de la production, on ne peut être que réformiste. Je ne crois pas aux « révolutions » économiques qui ne s'imposent pas économiquement. Encore durent-elles des décades, autrefois des siècles.

## **L'inflation.**

L'inflation est un dérèglement de la comptabilité sociale, de la contrainte monétaire. Elle se situe au niveau de la structure et c'est une forme de lutte sociale.

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il y a eu des inflations célèbres dans l'Antiquité ou sous la Révolution Française. Elles accompagnent ou suivent souvent les guerres longues et coûteuses comme moyen d'éponger des dettes insolubles autrement. Mais l'inflation moderne a des caractères particuliers par sa permanence, sa généralisation, son taux annuel qui a tendance à être plus ou moins régulier et spécifique d'une nation, ses causes multiples qui en font un problème difficile et un sujet de controverses entre spécialistes. Disons quelques mots de ces discussions en essayant d'être le plus clair possible.

La première approche est une conception simple, mécaniste, basée sur la vieille loi de l'offre et de la demande. L'idée est que la valeur des marchandises mises sur le marché s'ajuste à la somme que les acheteurs sont prêts à dépenser pour les avoir. Les banques centrales ayant abandonné le principe de la convertibilité de la monnaie en pièces ou lingots d'or, les émissions monétaires n'ont plus de contrainte et comme elles résolvent facilement les difficultés de trésorerie du gouvernement et des entreprises, ces émissions se multiplient, la masse monétaire s'enfle et les prix s'ajustent à cette masse.

D'où une solution simple qui réapparaît de temps en temps dans la presse : le retour à la contrainte, à la convertibilité, à l'étalon-or. Il faut de nouveau fixer le poids d'or qu'une unité monétaire pourra permettre d'acheter librement aux guichets des banques. Etre obligé de

rembourser les billets en or est certes une contrainte redoutable, une sévère incitation à la prudence et le Général de Gaulle en menaça les Américains qui émettent trop facilement des dollars pour acheter avec du papier et des écritures des usines, des marchandises et des hommes dans le monde entier. La réponse ne fut pas celle qu'il attendait. Le gouvernement américain supprima la convertibilité partielle qui subsistait encore entre les banques centrales et il est clair que l'on n'y reviendra plus. Aucun gouvernement ne peut s'engager à un échange libre de billets ou de chèques contre un poids d'or fixé à l'avance. Pour de multiples raisons : spéculation, pression politique, inquiétudes sur les taux de change ou sur une reprise de l'inflation, les demandes de conversion seront telles un jour ou l'autre qu'aucun stock d'or n'y résistera. On sera obligé de fermer les guichets en attendant de dévaluer en catastrophe, abandonnant en fait le soi-disant étalon-or qui n'est en réalité qu'une simple garantie.

Il n'y a pas d'étalon de la monnaie. Chercher un étalon c'est croire à la pierre philosophale, cette pierre qui, selon les alchimistes, transformait les métaux inférieurs en or. La monnaie est l'instrument d'un rapport social. Si les rapports sont stables, la monnaie est stable. S'ils sont instables ce qui est le cas aujourd'hui où la lutte des classes est vive, la monnaie en souffre. Il ne peut exister d'étalon monétaire parce qu'un rapport social ne permet qu'une comparaison entre des personnes, au moins deux, dont l'une sert de référence. Malthus après avoir retourné la question en tous sens, concluait qu'on ne peut prendre pour étalon de valeur un produit du travail. « ... la valeur d'une marchandise, à tel moment et en tel lieu, a toujours pour mesure la quantité de travail ordinaire qu'elle peut rétribuer ou contre lequel elle peut s'échanger... » (*Principes d'Economie Politique*, p. 79. Calmann-Lévy). Plus clairement, la seule possibilité est de prendre pour référence un revenu du travail, par exemple, le salaire horaire d'un ouvrier « ordinaire ».

Derrière l'impossibilité pratique de revenir à une monnaie convertible en or, il y a une impossibilité plus générale celle de prendre un produit du travail quel qu'il soit comme référence, ne serait-ce que par suite des changements de la productivité. Aujourd'hui les partisans de « l'étalon-or » sont à la recherche d'une monnaie théoriquement convertible mais qui par une série de restrictions plus ou moins subtiles serait en fait inconvertible ce qui correspond à peu près à l'invention d'un mètre-étalon invisible.

La deuxième approche est plus dialectique. Elle ne se limite pas à observer l'offre de monnaie. Elle remarque qu'en face, le vendeur de la marchandise en demande davantage. Si les prix s'ajustent à la masse monétaire, la masse monétaire doit s'ajuster aux prix et aux salaires. C'est aussi une vision plus complète qui tient compte des réactions en chaîne sur les différents marchés. Sur le marché des biens de consommation on excite la demande des clients par tous les moyens, par exemple, la publicité, l'imitation des vedettes du cinéma ou de la chanson, la télévision qui montre les dépenses ostentatoires des riches et les modes de vie de pays plus développés. L'offre n'arrive pas à suivre et les vendeurs sont en position de force pour faire monter les prix. La poursuite d'une croissance rapide, du plein emploi, pour répondre à cette demande crée une tension sur le marché du travail et les ouvriers, les employés, sont en situation favorable pour faire monter les salaires. Enfin sur le marché monétaire, ici on rejoint la première approche, on ouvre trop facilement le crédit ce qui permet de relancer la production, de distribuer des revenus et, fermant ainsi la boucle, de donner les moyens d'un accroissement de la demande de consommation.

A l'inverse de la première, la deuxième approche débouche sur des applications pratiques et constitue l'essentiel des politiques économiques de droite dans le monde. Ce fut par exemple celle de R. Barre. Cette politique anti-inflationniste commence par créer une tension sur le marché monétaire en bloquant le crédit et en laissant monter les taux

d'intérêt. D'où une suite de réactions : freinage de l'expansion et des investissements, les entreprises ralentissent ou stoppent l'embauche, le chômage grandit et la détente sur le marché du travail met les employeurs plus à l'aise pour bloquer les salaires. D'où un freinage de la demande de consommation et selon cette théorie, une baisse des prix.

Ces politiques se terminent en général par un échec : le chômage s'ajoute à l'inflation et l'on s'enfonce dans une véritable crise mal supportée par les victimes de cette thérapeutique de choc malgré des mesures d'assistance. Le gouvernement responsable est mis à la porte à la première occasion et son successeur adopte une politique de dépenses publiques au moyen soit d'un réarmement (Reagan) soit de dépenses sociales et de travaux publics (Mitterrand). Je tiens à souligner en passant que lorsque le budget ou le déficit budgétaire sert à payer un soldat et son armement on trouve facilement de l'argent et les mêmes qui applaudissent jugent par contre scandaleux que le budget serve à payer une assistante sociale et sa voiture, un postier ou un instituteur. On entend alors la célèbre chanson sur les dépenses dites « improductives » de l'Etat.

Le troisième courant de pensée part d'une analyse complètement différente qui est en même temps une critique de la théorie précédente. Il explique que les grandes entreprises multinationales ont des positions dominantes et peuvent monter leurs prix de manière à s'assurer un large autofinancement. Les restrictions de crédit ne les affectent guère. Elles peuvent emprunter à l'étranger aux meilleurs taux d'intérêt et de toutes façons elles feront payer les frais financiers par les clients. Les restrictions de crédit gênent par contre les petites et les moyennes entreprises qui sont soumises davantage à la concurrence, les sous-traitants qui ont déjà des prix très serrés et c'est la paralysie qui gagne peu à peu l'ensemble de l'économie sans que les prix baissent. L'échec provient aussi de ce que les syndicats sont puissants, les ouvriers, les paysans, les employés, les fonctionnaires, bien organisés pour obtenir l'augmentation des salaires ou des prix agricoles en employant s'il le faut les grands moyens. En résumé, les grandes entreprises ont une position plus forte sur le marché commercial que sur le marché du travail, elles cèdent sur le dernier pour se rattraper sur le premier. D'où une inflation qui n'a aucune raison de s'arrêter. La loi de l'offre et de la demande ne fonctionne plus. Les rigidités de structure s'y opposent et l'on perd les élections...

De cette analyse il a été tiré la conclusion qu'il faudrait une politique de contrôle des revenus. Mais toute proposition en ce sens s'est heurtée à une hostilité générale, principalement des syndicats qui y ont vu à juste raison, mais courte vue, une politique de blocage des salaires. Ils ont répondu en demandant le blocage des prix, ce qui était de bonne guerre mais sans issue.

Toutes ces analyses ont un défaut celui de définir l'inflation par la hausse des prix. Voici pourquoi.

Nous sommes dans une période de forte progression de la productivité et, c'est le plus important à noter, de *progression inégale* selon les branches industrielles, l'agriculture, les métiers ou les services. Il en résulte des situations très différentes que des exemples vont montrer.

Il est proposé à un industriel une machine qui, avec un ouvrier, fait le travail de dix. Il l'achète, sa productivité s'améliore et comme il ne baisse pas ses prix, ses marges bénéficiaires augmentent. Il peut faire de nouveaux investissements ce qui relance la croissance ; mieux payer ses ouvriers et améliorer ses propres revenus ce qui augmente la consommation, permet de développer de nouvelles productions et d'embaucher ailleurs les

ouvriers qu'il a pu licencier. Apparemment tout va très bien. Pas d'inflation puisque les prix sont stables. C'est la prospérité et le niveau de vie, plus exactement le niveau de consommation, s'élève. Bravo à cet industriel qui n'a souvent rien inventé mais a suivi le mouvement avec discernement et bon sens et qui a fait preuve de la fameuse « modération sur les prix ».

Autre exemple célèbre, celui du coiffeur qui effectue la traditionnelle coupe de cheveux au peigne et aux ciseaux. Pas d'amélioration de la productivité possible, la technique est toujours la même. Si son prix ne change pas, il va assister à une amélioration de la situation de ses clients tandis que la sienne ne bougera pas. L'un lui racontera qu'il revient de vacances aux Antilles ou que sa femme s'est fait installer une cuisine, si vous voyiez ça... Il va se mettre à bouillir, à protester et on lui accordera avec réticence et suspicion une hausse de ses tarifs à condition qu'à l'avenir il fasse preuve de « modération ».

Autre exemple, celui de l'agriculteur dont la propriété est trop petite pour qu'il puisse se moderniser et qui est trop âgé pour qu'il puisse changer de métier. Dans les autres exploitations la productivité augmente rapidement et les prix relatifs des produits agricoles fléchissent. La situation du petit agriculteur régresse, son niveau de consommation diminue. De là à barrer les routes, mettre le feu à des camions, menacer la Préfecture, la réaction est rapide. On accordera une hausse modérée des prix agricoles qui fera bien plaisir à ceux dont la productivité augmente.

Le meilleur exemple est celui du chauffeur de taxi. Sa productivité n'augmente pas, elle régresse par suite de l'encombrement croissant des grandes villes. Son chiffre d'affaires baisse, son prix de revient monte avec l'essence et quand il va dans un magasin le bifteck augmente. Pensez à l'accueil qu'il reçoit quand il va demander à la Direction des Prix une hausse de ses tarifs de 20 à 30 % !

On pourrait multiplier les exemples. Ce phénomène est général et il entraîne une hausse plus ou moins forte de nombreux prix si bien que les entrepreneurs qui étaient un peu justes sont obligés de suivre le mouvement et que, pour finir, l'industriel qui voulait faire preuve de « modération » change d'avis d'autant que son personnel qui paye plus cher le pain et le litre de lait, le coiffeur et le taxi, s'est mis en grève.

Dernière remarque. Quand on annonce à la radio que tel mois la hausse des prix est due au poste fruits et légumes, l'information n'a pas grande signification. Le gel ayant détruit une partie de la récolte le producteur est bien obligé de monter les prix de ce qui lui reste s'il veut conserver sa paye. L'agriculteur a par nature une productivité variable.

Ce sont ces circonstances qui rendent impossible une politique de blocage des prix. Les militants de gauche qui réclament une telle mesure doivent le comprendre. Qu'ils n'oublient pas également que l'inflation pénètre aussi par les importations et que l'éviter n'est ni simple ni sans douleur. Le barrage des prix a deux issues : la rupture du barrage ou le détournement par le marché noir. On peut bloquer les prix dans une économie stationnaire, pas dans une économie à croissance inégale de la productivité.

La définition de l'inflation par la hausse des prix n'est pas bonne. Il faut tenir compte de l'effet de la productivité sur les revenus et pour cela relier la valeur au temps de travail.

On peut définir l'inflation comme une baisse de l'ouvrage de la consommation des ménages.

***Il y a inflation quand avec 100 F on achète de moins en moins de temps de travail.***

C'est une définition claire qui nous conduit dans un paysage économique qui nous paraît étrange parce que nous avons beaucoup de mal à imaginer un monde sans inflation réelle, où les réflexes habituels sont inadaptés, une société où personne ne triche, où la comptabilité monétaire est juste, vraie, où la comptabilité des temps de travail est étalée sur la table et chacun peut vérifier pour qui et pour quoi il travaille. Une société où tout est clair, où les luttes sociales ne sont pas absentes mais se terminent par un véritable compromis : ce que l'un gagne, l'autre le perd et ne peut le rattraper le lendemain en montant ses prix et son revenu. Bref une société qui a une très forte odeur d'utopie mais qu'il est cependant intéressant de visiter ne serait-ce que pour nous rendre compte à quel point nous sommes habitués à une comptabilité dérégulée par la lutte des classes. Une visite pour avoir des « points de repère pour le socialisme .»

Une ouvraison stable signifie que le salaire horaire est fixe. Un ouvrier, un employé, ne peut gagner davantage que s'il change de catégorie professionnelle ou s'il travaille plus longtemps. Si au lieu de travailler 40 heures il travaille 35 heures, son salaire diminue d'autant. Idem si l'on augmente les congés. Si l'on décide d'augmenter les retraites, c'est-à-dire de travailler davantage pour les retraités, il faut travailler relativement moins pour les actifs et donc prélever une cotisation ouvrière plus importante sur les salaires (ou une mesure d'effet analogue. Il y a d'autres possibilités dans toute cette description mais je simplifie en renvoyant à l'ouvrage cité pour plus de détails). Une augmentation de la valeur des importations s'accompagne d'une augmentation parallèle du temps de travail consacré aux exportations ; une augmentation du nombre des fonctionnaires d'une augmentation des impôts directs et d'une réduction relative du temps de travail employé à produire les consommations marchandes.

Beau programme pour un syndicat ou un parti ouvrier ! Celui qui voudrait le présenter dans une Bourse du Travail aurait de grandes chances de sortir par la fenêtre ! C'est que nous sommes dans une société de luttes sociales qui affectent en tous lieux et à chaque instant non seulement les vastes ensembles des classes mais les groupes et les individus pris isolément. C'est une société qui est à l'école quotidienne de la violence, où l'on n'a rien sans se battre. Celui qui, dans ces conditions, accepte de voir son revenu bloqué ou réduit pour des motifs si légitimes soient-ils, est le « couillon ». Mais par hypothèse nous ne sommes pas dans une telle société. Alors poursuivons la description.

Une ouvraison stable de la consommation signifie que lorsque la productivité augmente de 5 % les prix baissent de 5 %, les salaires étant fixes, le niveau de consommation s'améliore de 5 % également. A première vue c'est une situation identique à celle où les prix sont fixes et ce sont les salaires qui augmentent de 5 %. La différence, nous l'avons vu, est que les prix ne peuvent pas rester fixes quand la productivité s'accroît d'une manière inégale, l'inflation est alors inévitable.

Si les syndicats sont hostiles à une stabilisation des salaires, le principe d'une baisse des prix quand la productivité augmente se heurtera à une vive opposition de l'autre côté de la barricade. Les protestations viendront de tous ceux dont les revenus sont constitués de bénéfices : les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les employeurs privés de toutes catégories. Eux aussi sont entraînés à la quotidienne lutte des classes et leur défense c'est la hausse des prix. Même s'il leur est expliqué qu'ils n'ont plus rien à craindre parce que les salaires sont fixes, même si l'on crée une caisse spéciale alimentée par une taxe qui servira à verser des primes à ceux qui augmentent leur productivité, il est douteux qu'ils acceptent de baisser leurs prix sans une contrainte ferme.

Cette contrainte est techniquement possible sur le plan fiscal par la mesure de l'ouvrage obtenue en divisant le temps de travail effectué dans l'entreprise par la valeur ajoutée. Il faudrait le vérifier mais à première vue le contrôle serait moins difficile que celui des prix qui exige un travail considérable avec des résultats médiocres, voire mauvais. La vérification reprend les calculs de la T.V.A, les effectifs employés, les horaires de travail. Avec le droit de regard des syndicats et des comités d'entreprise ce devrait être possible.

Je dois signaler que la taxe conjoncturelle partait d'une idée voisine avec des modalités un peu différentes qui la rendait moins contraignante. Elle fut néanmoins abandonnée, le patronat et les syndicats refusant une politique des revenus.

Et c'est ici la difficulté. Les classes sociales qui sont en position de force pour faire sauter la contrainte monétaire ne sont pas très sensibles à l'inflation. Elles sont habituées, entraînées à cette course infernale et ont les moyens de se défendre. Les épargnants ? Ils ont déjà la chance d'avoir une épargne et si elle les gêne ils n'ont qu'à la dépenser ! Les retraités ? On peut leur donner une rallonge s'ils crient trop fort. Les exportations ? Il suffit de dévaluer la monnaie. Et on continue.

Tous ceux qui, par métier, font du calcul économique et connaissent un peu l'Histoire savent qu'on ne peut jouer longtemps avec la comptabilité sociale. On entre dans un monde trop incertain où tous les calculs sont faussés, les prévisions impossibles, où il faut s'assurer de garanties coûteuses contre des taux de change en ébullition permanente, des hausses de prix incessantes. On n'investit plus parce que c'est rentable mais parce que c'est l'emploi d'une monnaie qui perd de son pouvoir d'achat tous les jours. C'est un gaspillage. On vit sous la menace de voir l'inflation s'emballer, la panique déclencher une fuite générale devant la monnaie, chacun achetant n'importe quoi à n'importe quel prix, craignant que demain ce soit pire, ce qui arrive inévitablement. C'est la paralysie générale dont l'issue a trop souvent été l'établissement d'une dure contrainte politique, une dictature au service d'une classe ou l'autre.

Ce voyage dans une société utopique est très éclairant. Il confirme que la monnaie est une contrainte sociale qui sert à régler les échanges de temps de travail. Il montre que l'inflation est une rupture permanente de cette contrainte. Il permet de définir l'inflation comme une forme de la lutte des classes, des groupes sociaux, des individus, une lutte générale pour faire sauter la contrainte monétaire. Une lutte où les ouvriers, les employés, les donneurs de temps sont arrivés à une position forte sur les salaires tandis que les capitalistes sont encore maîtres des prix et de la monnaie, les entreprises nationales étant prises entre les deux et obligées de suivre le mouvement des uns et des autres.

L'inflation est une guerre civile larvée. Elle témoigne que le système économique engendré par le développement du capitalisme est malade parce qu'il est arrivé à un point d'équilibre instable des forces sociales. Elle témoigne d'une période de transition où, à chaque instant, la tentation est grande de remplacer une contrainte monétaire devenue trop fragile par une contrainte politique impitoyable, Hitler ou Staline.

Aux démocrates, aux socialistes, aux marxistes de l'éviter. Il n'y a pas d'autre moyen que le contrôle des revenus. Le prix n'est qu'une somme de revenus. Par une méthode ou une autre (c'est une invitation à la recherche), avec un objectif ambitieux ou plus modeste, ce ne sont pas les prix qu'il faut maîtriser ce sont les revenus. Ce ne sera ni simple, ni facile. J'espère que l'idée de rattacher la valeur au temps de travail aura au moins permis d'en montrer la nécessité.

## Conclusion

L'accent a été mis sur le temps de travail nécessaire à produire ce que nous consommons et les échanges inégaux qui en résultent. Il ne faudrait pas oublier, cependant, la contrainte d'efficacité. Il y a une autre forme d'injustice sociale qui consiste à « perdre son temps à ne rien faire ». Il ne suffit pas de s'asseoir huit heures derrière un bureau ou de circuler dans un atelier pour avoir produit une valeur.

Cette question, mise à l'écart dans la littérature marxiste pour des raisons de lutte de classes, prend toute son importance dans un pays socialiste. C'est celle des « stimulants matériels », celle du jugement de valeur porté sur la qualité du travail, celle de la justification morale de la hiérarchie des revenus.

Ici pas de mesure. Travailler 8 heures c'est travailler deux fois plus que 4 heures. Mais combien de fois un travail bien fait, pénible, difficile, dangereux, vaut-il un travail simple, facile ou bâclé ? Question que Marx a esquivée en se référant à la hiérarchie établie spontanément sur le marché du travail. Elle n'a pas été posée dans cet article. Néanmoins ce qui a été dit à propos de l'inflation montre qu'elle est essentielle dans un projet de société socialiste ou communiste. Nous savons qu'il existe une tendance générale au resserrement de la hiérarchie des revenus mais dans quelle mesure peut-on accélérer cette égalisation ? L'intérêt de la classe dominante est de s'y opposer mais jusqu'où peut-on aller dans l'autre sens ? Quand la société sans classes sera-t-elle possible ? Une société communiste où l'on planifie la production en temps de travail en fonction des besoins des consommateurs, comme le demande Sauvy, mais surtout où l'on planifie les revenus, c'est-à-dire les échanges inégaux de temps de travail en fonction d'un compromis *inévitabile* où ce que l'un gagnera l'autre le perdra.

Il est urgent de construire une Economie du temps de travail qui étudierait les échanges inégaux avec les temps réels, les prix, les salaires, payés effectivement car l'exploitation dépend d'eux et non d'une Valeur abstraite, invisible, insaisissable, substance mystérieuse cachée, « cristallisée », dans la marchandise.

Il a été insisté sur le temps de travail en espérant faire mieux voir ce que le marxisme pourrait gagner en acceptant de se renouveler, en abandonnant le dogme pour la recherche, l'exégèse pour la connaissance de la société contemporaine.

Et pour terminer ces quelques pages sur la théorie de la valeur j'ai envie d'écrire :

**Donneurs de temps de tous les pays,  
unissez-vous pour que les boniments sur la plus-value cessent ! .**

François de LAGAUSIE

**Donneurs de temps de tous les pays...**

**NON ! Repères pour le Socialisme**

No 11 , JANV-FEV. 1982